



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général pour les affaires
régionales et européennes**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023 / 428
EN DATE DU 16/08/2023

**portant organisation d'un recrutement de travailleurs en situation de handicap
pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal 2ème classe de l'intérieur
et des outre-mer pour la région Grand Est
session 2023**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

VU le code général de la fonction publique, livre III, titre II ;

VU la loi n°95-681 du 9 mai 1995 fixant les conditions d'inscription à la fonction publique de l'État et à la fonction publique hospitalière par voie électronique ;

VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la loi n°2005-8436 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique ;

VU le décret n°2003-20 du 6 janvier 2003 relatif à l'ouverture de certains corps et emplois de fonctionnaires de l'État aux ressortissants des États membres de la Communauté européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen autres que la France ;

VU le décret n°2003-532 du 18 juin 2003 relatif à l'établissement et à l'utilisation des listes complémentaires d'admission aux concours d'accès aux corps de la fonction publique de l'État ;

VU le décret n°2004-1105 du 19 octobre 2004 relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'État ;

VU le décret n°2006-1760 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps des adjoints administratifs des administrations de l'État ;

VU le décret N°2006-1780 du 23 décembre 2006 modifié portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de l'Intérieur ;

VU le décret n°2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutement et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union Européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'espace économique européen, nommés dans un corps de fonctionnaires de l'État ou de ses établissements publics ;

VU le décret n°2016-580 du 11 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C ;

VU l'arrêté interministériel du 23 mars 2007 relatif aux règles générales d'organisation et à la nature des épreuves des concours de recrutement d'adjoints administratifs de 1ère classe des administrations de l'État ;

VU l'arrêté du 19 octobre 2018 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur ;

VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région GRAND EST, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;

VU l'arrêté du 14 octobre 2022 autorisant au titre de l'année 2023 l'ouverture des concours pour l'accès au grade d'adjoint administratif de l'intérieur et des outre-mer ;

VU l'arrêté du 8 mars 2023 fixant le nombre et la répartition géographique des postes offerts au titre de l'année 2023 aux concours interne et externe pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal 2ème classe de l'intérieur et des outre-mer ;

VU la convention de délégation de gestion portant reconduction de l'expérimentation d'une mutualisation zonale de l'organisation des recrutements des personnels de catégorie C de la filière administrative pour l'année 2023 ;

SUR proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales et européennes ;

ARRÊTE

Article 1 : est autorisée, au titre de l'année 2023, l'ouverture d'un recrutement pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal 2ème classe de l'intérieur et des outre-mer, par la voie contractuelle et au titre de la législation relative aux travailleurs handicapés.

Article 2 : 3 postes sont ouverts à ce recrutement.

- Gestionnaire au secrétariat de l'officier du ministère public à la direction de sécurité publique de Bar-le-Duc (55000) ;
- gestionnaire des ressources humaines à la direction zonale de sécurité publique de Metz (57000)
- Gestionnaire de prestations financières à la direction de l'administration générale et des finances du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur à Metz (57000).

Article 3 : les inscriptions sont ouvertes du vendredi 25 août 2023 au lundi 25 septembre 2023, terme de rigueur.

Article 4 : le formulaire d'inscription et la fiche de poste peuvent être obtenus :

- sur le site du ministère de l'intérieur ;
- par mail à l'adresse suivante : sgami57dr-administratifs@interieur.gouv.fr ;
- par courrier postal à l'adresse suivante :
Délégation régionale du SGAMI de la zone Est
bureau du recrutement et de la réserve
8 rue de Chenôve -B.P. 31818
21018 DIJON CEDEX
- auprès de l'accueil de la délégation régionale à l'adresse ci-dessus.

Article 5 : les dossiers d'inscription sont à transmettre :

- par courriel à : sgami57dr-administratifs@interieur.gouv.fr
- ou par courrier postal à :
Délégation régionale du SGAMI de la zone Est
Bureau du recrutement et de la réserve
8 rue de Chenôve -B.P. 31818
21018 DIJON CEDEX

Article 6 : le dossier de candidature comportera obligatoirement, outre le formulaire d'inscription , une photocopie de la reconnaissance de travailleur handicapé par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) ou de tout autre document justifiant de l'obligation d'emploi, une lettre de motivation, un curriculum vitae, l'attestation de non -appartenance à un corps de la fonction publique, une photocopie de la carte nationale d'identité.

Le candidat peut joindre tout justificatif qu'il estime utile.

Tout dossier incomplet ou mal renseigné sera rejeté.

Article 7 : les dossiers de candidature seront examinés par une commission de sélection qui effectuera une première sélection des dossiers de candidature.

La commission se prononcera en prenant notamment en compte la motivation et la capacité d'adaptation des candidats à l'emploi à pourvoir.

Seuls les candidats sélectionnés seront convoqués à un entretien avec la commission de sélection et informés de la suite réservée à leur candidature à l'issue du recrutement.

Article 8 : le Secrétaire Général pour les affaires régionales et européennes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Grand Est.

Fait à STRASBOURG , le 16/08/2023

Préfecture de région Grand Est
SGARE - PFFR - BTPR
5, place de la République
67073 STRASBOURG Cedex

La Directrice de la PFFR



~~Bénédicte~~ MUTSCHELE

" Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivant du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de sa date de notification ".